Le Commercial Affairs Department

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Mission et structure

Le CAD (Commercial Affairs Department) est la principale autorité d'enquête en matière de criminalité en col blanc. Ses divisions couvrent la fraude sur titres, les enquêtes financières, la criminalité commerciale et, depuis la fin des années 2010, une capacité spécialisée en cryptomonnaies et en fraude en ligne. Les agents du CAD sont des officiers de police investis de tous les pouvoirs du Criminal Procedure Code 2010 (code de procédure pénale), complétés par les pouvoirs d'enquête prévus par les lois dont ils assurent l'application. En matière d'actifs numériques, les points d'entrée habituels sont la plainte d'une victime, une déclaration de transaction suspecte transmise par le STRO, un signalement de la MAS, un signalement d'un liquidateur ou d'un administrateur judiciaire (judicial manager) et, de plus en plus, une demande d'assistance d'une autorité étrangère.

L'affaire Hodlnaut illustre la voie du signalement. Les rapports des administrateurs judiciaires provisoires de fin 2022 ont révélé l'écart entre les déclarations publiques de la société sur son exposition à TerraUSD et ses positions réelles. Le CAD a confirmé l'ouverture d'une enquête en novembre 2022, obtenu des documents

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

auprès des administrateurs judiciaires et de la société, et engagé des poursuites en mai 2026.[1] Ce délai de trois ans et demi est typique. Les enquêtes du CAD sur les effondrements de plateformes reposent sur une masse documentaire importante, dépendent de l'analyse comptable forensique des données on-chain et off-chain et attendent souvent que les liquidateurs aient achevé l'inventaire des actifs.

Pouvoirs

Le Criminal Procedure Code confère à l'officier de police qui enquête sur une infraction permettant l'arrestation (arrestable offence) le pouvoir d'exiger la production de documents (section 20) et de perquisitionner des locaux et saisir des biens (sections 24–35). Il lui permet également d'accéder à des ordinateurs et de les examiner, et d'exiger de toute personne qu'elle fournisse les informations nécessaires pour y accéder, y compris les mots de passe et les clés de déchiffrement (sections 39–40). Le refus de donner accès constitue en soi une infraction.[2] Dans une enquête portant sur des actifs numériques, les pouvoirs des sections 39 et 40 sont décisifs : l'officier peut contraindre un suspect ou un dépositaire à déverrouiller un portefeuille matériel, à remettre une phrase de récupération ou à déchiffrer un système de gestion des clés. Le droit de ne pas s'auto-incriminer est plus étroit à Singapour que dans la tradition de common law et ne justifie pas le refus de se conformer à la section 40.

Les biens saisis en vertu du Code sont détenus par la police jusqu'à l'issue de la procédure. Pour les jetons, cela signifie que le CAD les transfère sur des portefeuilles contrôlés par la police. Singapour ne dispose pas de règles publiées sur la garde ou la réalisation des crypto-actifs saisis, comparables à celles examinées pour la Suisse dans la Partie H, chapitre III. En pratique, la police détient les avoirs et demande au tribunal, à la fin de la procédure, des ordonnances de disposition en vertu de la section 370 du Code. Dans l'affaire de blanchiment de 2023, le tribunal a ordonné la confiscation au profit de l'État des avoirs saisis, y compris des cryptomonnaies, que le gouvernement a depuis déclaré réaliser par l'intermédiaire de plateformes d'échange titulaires d'une licence.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les pouvoirs d'enquête du CDSA

Le CDSA ajoute un second niveau de pouvoirs qui ne supposent pas qu'une infraction permettant l'arrestation fasse l'objet d'une enquête. Un tribunal peut rendre une ordonnance de production (section 31), délivrer un mandat de perquisition (section 34) et, à la demande du Public Prosecutor, rendre une ordonnance de blocage (restraint order) portant sur des biens réalisables lorsqu'une procédure pour infraction grave a été ou est sur le point d'être engagée (section 16). Une ordonnance de blocage gèle les biens entre les mains de quiconque, y compris d'une plateforme d'échange, et sa violation constitue un contempt of court. Une ordonnance de charge sur les titres (charging order, section 17) et, depuis 2019, le pouvoir d'exiger des établissements financiers qu'ils surveillent des comptes complètent l'arsenal.[4] Les plateformes qui reçoivent une ordonnance de blocage doivent geler le compte immédiatement et ne doivent pas en informer le client, car cette information les exposerait à l'infraction de divulgation à l'intéressé (tipping off) de la section 57.

Note pratique

Une plateforme titulaire d'une licence singapourienne recevra trois types d'actes de la police et devrait les traiter différemment. Une ordonnance de production au sens de la section 20 CPC ou de la section 31 CDSA porte sur des documents et doit être exécutée dans le délai indiqué, mais elle ne gèle rien. Une ordonnance de blocage au sens de la section 16 CDSA gèle les biens désignés et prime les droits contractuels de retrait du client. Une simple lettre de la police demandant un gel « volontaire » n'a aucune force juridique, mais la refuser peut en soi faire naître des motifs raisonnables de soupçon qui déclenchent l'obligation de déclaration propre à la plateforme. La plupart des titulaires de licence procèdent au gel sur demande de la police et déposent simultanément une déclaration de transaction suspecte, ce qui correspond à l'attente de la MAS.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Cointelegraph, « Hodlnaut CEO charged with fraud over misleading statements on Terra collapse », 26 mai 2026, relatant l'enquête du Commercial Affairs Department et les six chefs d'accusation fondés sur la section 424A du Penal Code. ↩
2. Criminal Procedure Code 2010, sections 20, 24–35, 39 et 40, Singapore Statutes Online. ↩
3. Criminal Procedure Code 2010, section 370 (disposal of property at conclusion of proceedings), Singapore Statutes Online ; réponses parlementaires du Ministry of Home Affairs de 2024 sur la réalisation des actifs numériques saisis. ↩
4. CDSA 1992, sections 16, 17, 31 et 34, Singapore Statutes Online. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.